Stop à la répression de la jeunesse !

Les militant·es de la FSU Normandie, réuni·es ce jour à l'occasion de la campagne des élections professionnelles 2026, témoignent de leur soutien sans faille à la jeunesse mobilisée, dénoncent les violences policières à l'encontre des lycéen·nes et rappellent avec force leur attachement au droit à l'Education pour toutes et tous.

Partout en Normandie, nos élèves sont mobilisé·es depuis plusieurs semaines pour obtenir enfin des conditions d'apprentissage dignes et exprimer leur angoisse vis-à-vis de leur avenir. Plusieurs ministres et le président de la République lui-même ont jugé leurs revendications légitimes.

Ils et elles sont soutenu·es par les étudiant·es, ainsi que par de très nombreux travailleur·ses et une très grande partie des citoyen·nes. Les samedis 17, 24 et 31 octobre ont réuni en Normandie des dizaines de milliers de manifestant·es. La journée interprofessionnelle du jeudi 5 novembre, par sa mobilisation massive exceptionnelle, a montré que la colère, loin de s'éteindre, s'amplifie.

Pourtant, au lieu de répondre à ces revendications légitimes, au lieu d'entendre ce que les lycéen•nes disent en faisant usage de leur liberté d'expression, au lieu de garantir leur sécurité et de les protéger, le rectorat de Normandie et de nombreux·ses proviseur·es font le choix d'envoyer la police face à des jeunes de 16 ou 17 ans. Dès lors, depuis plusieurs semaines, élèves et enseignant·es sont témoins et victimes de brimades, de remarques ou d'attitudes sexistes et racistes, d'intimidations diverses. Pire encore, de nombreux élèves ont été victimes de violences physiques et d'interpellations abusives.

Depuis la rentrée du lundi 2 novembre, de multiples violences policières ont eu lieu contre les lycéen·nes, violences cautionnées par les proviseur·es présent·es et les autorités académiques. Sous prétexte de vouloir protéger les biens et les personnes, les élèves sont intimidé·es, parfois insulté·es, fouillé·es, bousculé·es, ce qui attise la violence. Plusieurs ont été interpellé·es violemment, placé·es en garde à vue sans fondement apparent. C'est à la fois inacceptable dans une démocratie, inadmissible dans un état de droit et intolérable de voir la jeunesse ainsi réprimée.

Alors que les établissements scolaires devraient rester des sanctuaires, garantissant la protection de nos élèves, la FSU déplore que des proviseur·es en ouvrent les portes en grand pour permettre à la police de traquer les élèves à l'intérieur, de les interroger et de les interpeller au sein même des lycées. Les injonctions faites aux personnels de transmettre des listes et des trombinoscopes d'élèves témoignent d'une bascule autoritaire préoccupante, donnant l'impression que toutes les digues ont cédé.

Au contraire, les militant·es de la FSU appellent à mettre fin à cette répression violente qui vise à étouffer le mouvement par la force là où il devrait trouver une réponse politique. Ils et elles exigent l'absence totale de sanctions disciplinaires pour les élèves mobilisé·es et la levée immédiate des procédures en cours.